ILS VOULAIENT RENCONTRER BELKHADEM

Les syndicalistes réprimés

Les membres de l'Intersyndicale autonome ont tenté, au terme de deux jours de grève, de rallier le Palais du gouvernement afin de rencontrer Abdelaziz Belkhadem. Cette tentative s'est transformée en manifestation dans la rue. Sept syndicalistes ont été arrêtés par la police.

Photo : Samir Sid.

Les hommes des URS n'y sont pas allés de main-morte.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les représentants de l'Intersyndicale autonome de la Fonction publique n'ont pu rencontrer, hier, le chef de l'exécutif. Matraque à la main, les hommes des URS (Unités républicaines de sécurité) les attendaient de pied ferme.

Mais à défaut de se rendre au Palais du gouvernement, les syndicalistes se sont permis d'enfreindre l'interdiction de manifester qui est en vigueur depuis mai 2001. La protesta s'est affichée publiquement en plein cœur de la capitale.

A 11 h précises, un premier groupe de syndicalistes affiche une grande banderole au niveau des escaliers de l'avenue Pasteur.

Les policiers sont pris de court. Ils entrent en action dans la précipitation pour tenter de récupérer la banderole. Les manifestants sont bousculés. Les insultes fusent de partout. Une militante du Conseil des lycées d'Algérie (CLA) est violemment prise à partie. L'intervention de la police crée un mouvement de foule qui bloque momentanément la circulation automobile. La situation finit par rentrer dans l'ordre au bout de quelques minutes. Mais un autre groupe de syndicalistes se met à hurler des slogans sur les marches de la Grande-Poste.

«Liberté syndicale… Non à la répression… !» Appelées en renfort, les forces anti-émeutes chargent. Les manifestants sont contraints de se réfugier dans une encoignure du monument. Profitant d'un moment de calme, un représentant du Cnapest tente de lire une déclaration.

Il sera stoppé net par une ultime charge des policiers. Les membres de l'Intersyndicale ainsi que plusieurs piétons seront obligés de fuir pour éviter les coups de matraque.

La course-poursuite s'est achevée par l'arrestation de sept enseignants. «Les syndicalistes ont été embarqués au Commissariat central.

Par la suite, les policiers les ont emmenés à l'hôpital Mustapha pour passer une visite médicale afin de faire constater qu'ils n'ont pas été blessés», explique Ali Lemdani, porte-parole de l'Intersyndicale autonome de la Fonction publique. Il estime toutefois que la manifestation d'hier a été une réussite.

«Cette manifestation vient clôturer la grève générale de deux jours. Nous n'avons pas pu rencontrer le chef du gouvernement mais nous estimons que la manifestation a été un véritable succès», note Lemdani.

Rappelons que cette Intersyndicale autonome regroupe le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), le Syndicat national des professeurs d'enseignement paramédical (SNPEPM), le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (Snte) et la Confédération des enseignants contractuels algériens (Ceca).

T. H.

TIARET

35 jeunes condamnés à une année de prison avec sursis

Une année de prison avec sursis, telle est la condamnation prononcée avant-hier par le tribunal de Tiaret à l'encontre de 35 manifestants sur les 40 arrêtés jeudi dernier pour trouble à l'ordre public et dégradations des biens d'autrui. Auparavant, soit lors de la première comparution devant la justice, la semaine dernière, 12 jeunes parmi les mis en cause, et dont l'âge oscille entre 21 et 29 ans, ont été mis sous mandat de dépôt.

En effet, en cette journée de rapatriement suivi de l'enterrement à Tiaret des corps des dix harraga ayant péri au large d'Arzew, celle-ci avait laissé, faut-il le rappeler, un climat de colère et de mécontentement parmi les jeunes venus nombreux observer un sit-in à la place Regina avant de s'adonner à quelques actes de violence ciblant des édifices publics et des véhicules de particuliers.

Ce verdict a généré un grand soulagement parmi les familles et les proches des «émeutiers» présents à l'audience.

Aussi, l'on saura que pas moins de six mineurs impliqués dans la même affaire ont été relâchés.

Mourad B.

COORDINATION DES SYNDICATS AUTONOMES DE LA FONCTION PUBLIQUE

Vers le durcissement de l'action syndicale

Ce qui s'est passé hier à proximité du Palais du gouvernement, où devait se rassembler les travailleurs des différents secteurs de l'éducation, de l'administration, de la santé et autres, à l'appel de l'Intersyndicale autonome de la Fonction publique, a été un message très fort des pouvoirs publics pour les syndicats autonomes.

Une force unie est née.

Rosa Mansouri- Alger (Le Soir) - La réaction répressive des forces de l'ordre à l'égard des travailleurs n'a fait que renforcer la conviction des syndicats autonomes à maintenir la pression sur les pouvoirs publics et à durcir le ton jusqu'à leur reconnaissance en tant que partenaire social à part entière. «Cette grève de deux jours n'est que le début de notre mouvement.

Nous avons d'autres façons d'agir. C'est désormais décidé, nous allons vers des assises nationales pour le regroupement de l'ensemble des syndicats autonomes en une force unie, en coordination nationale». C'est ce qu'a déclaré, hier, Lyès Merabet, secrétaire général de la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique, lors d'une conférence de presse qui avait pour ordre du jour la présentation du bilan des deux jours de grève.

Condamnant fermement l'arrestation de leurs collègues de l'Intersyndicale, et se soulevant contre des méthodes relevant d'un autre temps pour le règlement des conflits sociaux, M. Merabet n'a pas trouvé de qualificatif à ce mépris entretenu par les pouvoirs publics envers les syndicats autonomes.

«Nous apportons notre soutien à nos confrères et leur disons que notre combat est le même et que la répression s'est abattue sur l'ensemble des fonctionnaires», dira-t-il.

Maintenant que les intentions du gouvernement sont claires et affichées et qu'aucun doute n'est à entretenir quant à sa volonté à piétiner les libertés syndicales dans notre pays, les syndicats autonomes n'ont d'autre choix que la lutte et la résistance.

«Nos actions s'inscrivent dans la durée et notre objectif est la réhabilitation de notre droit à l'expression, à la grève et à l'existence en tant que force syndicale», ajoutera le conférencier. «Les pouvoirs politique et exécutif veulent maintenir les syndicats autonomes dans un statut de mineur et marginalisés, mais nous ne les laisserons pas faire. Nous allons nous battre», insiste t-on.

Le constat qui est fait aujourd'hui par les syndicats autonomes, c'est que leur existence ne peut être prise en considération et ne peut se faire que dans l'union et le rassemblement.

C'est d'ailleurs ce qui est redouté par les pouvoirs publics qui réagissent à la plate-forme de revendication des syndicalistes dans un cadre sectoriel afin de diviser les syndicalistes.

Peine perdue pour eux, car les syndicats autonomes sont plus que jamais alliés.

M. Merabet a effectivement affirmé qu'une meilleure organisation sera mise en place dans le cadre de la coordination pour préparer les actions collectives à venir.

Faut-il préciser que le mépris affiché lundi dernier par les services de la chefferie de gouvernement à l'égard de la Coordination des syndicats autonomes a soulevé un tollé dans le milieu syndical.

R. M.

La LADDH réagit

Un rassemblement pacifique des syndicats autonomes tenu hier aux alentours du Palais du gouvernement a été brutalement dispersé par les brigades anti-émeutes et des syndicalistes ont été interpellés par les forces de sécurité.

La LADDH rappelle que les libertés syndicales, notamment le droit de grève, les libertés de réunion et de manifestation sont consacrées par la Constitution et les conventions internationales ratifiées par l'Algérie.

Le gouvernement algérien ne peut pas présenter un rapport idyllique sur la situation des droits de l'homme en Algérie devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU et en même temps empêcher l'exercice de ces libertés par la répression, l'intimidation, l'interdiction et les pressions de toute sorte. La LADDH apporte son soutien total aux syndicats autonomes pour l'exercice de leurs droits, appelle les pouvoirs publics à l'ouverture d'un dialogue social avec les syndicats autonomes et exige la libération immédiate des syndicalistes.

Alger, le 15.04.08
Maître Mostefa Bouchachi
Président de la LADDH